VD.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L

13-05-1988

Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 18.190/VR/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, chambres réunies et neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, le 24 juillet 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement", après en avoir délibéré le 29 février 1988, le 7 mars 1988, le 23 mars 1988, le 18 avril 1988 et le 25 avril 1988, a donné le 23 mars 1988 (chambres réunies) et le 25 avril 1988 (neuvième chambre), l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers en negende kamer, op 24 juli 1987 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen ten gunste van onderhorigen van ontwikkelingslanden", heeft, na erover te hebben beraadslaagd op 29 februari 1988, 7 maart 1988, 23 maart 1988, 18 april 1988 en 25 april 1988, op 23 maart 1988 (verenigde kamers) en op 25 april 1988 (negende kamers) het volgend advies gegeven :

I. LA COMPETENCE.

Une question préalable se pose : l'Etat est-il compétent pour fixer le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement ?

La réponse à cette question est positive lorsque, comme dans l'arrêté royal en projet, les bourses d'études et de stage s'inscrivent dans le cadre de la politique d'aide aux pays en voie de développement. L'aide aux pays en voie de développement ne figure pas, en effet, parmi les matières qui sont énumérées par la Constitution ou par la loi spéciale de réformes institutionnelles comme relevant de la compétence des Communautés et des Régions.

L'aide aux pays en voie de développement ne saurait se confondre avec la coopération culturelle internationale qui figure parmi les matières énumérées à l'article 59bis, § 2, de la Constitution comme étant de la compétence des Communautés. Non seulement elle est sensiblement plus large quant aux domaines dans lesquels elle peut se manifester et plus restreinte quant aux pays avec lesquels elle implique des relations, mais elle s'inspire aussi d'une conception fort différente. Elle suppose des relations entre la Belgique et certains Etats défavorisés sur les plans économique, technique, social et politique. La Belgique entend contribuer à leur évolution dans le sens du progrès et de l'amélioration des conditions de vie de leurs populations. Certes, l'aide aux pays en

voie de développement peut se situer, notamment, dans le domaine de l'enseignement et de la culture, tant il est vrai que la formation des élites, la diffusion des connaissances et des techniques, la création d'institutions d'enseignement et de recherche sont indispensables pour le développement de ces pays, et donc présenter des aspects qui sont fort apparentés à la coopération culturelle internationale, mais il n'en reste pas moins que l'aide aux pays en voie de développement implique non des échanges entre deux parties se présentant sur un pied d'égalité, mais certains apports de l'une des parties, économiquement plus favorisée, à l'autre, qui restent sans contrepartie directe.

Il est tout à fait naturel que l'Etat, assumant ses responsabilités à l'égard d'Etats moins développés et se conformant à des engagements plus ou moins précis souscrits à l'égard d'organisations internationales, accorde des bourses à des ressortissants de pays en voie de développement qui viennent en Belgique pour faire ou compléter leurs études, pour recevoir une certaine formation pratique ou pour suivre des stages. Il s'agit là d'un aspect classique de la politique d'aide aux pays en voie de développement.

Cette aide peut non seulement porter sur les bourses proprement dites, mais également sur des avantages complémentaires.

Les considérations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées, les Communautés accordent également des bourses d'études et de stage à des ressortissants étrangers. Ce qu'elles ne peuvent faire, sans empiéter sur les compétences de l'Etat, est de les leur accorder au titre de la coopération au développement.

.../...

II. EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Les alinéas 2 et 3 doivent être complétés par la date à laquelle l'accord a été donné.

DISPOSITIF.

Article 1er.

La délégation prévue à l'article 1er est et doit être limitée aux cas individuels. Elle ne peut être accordée qu'à des agents de niveau 1.

En conséquence, il y a lieu de compléter l'article 1er par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"La délégation prévue à l'alinéa 1er ne peut être accordée que par écrit, à des agents de niveau 1, nommément désignés".

La même observation vaut pour tous les autres articles du projet où un pouvoir de décision individuelle est accordé au délégué du Ministre.

.../...

Article 2.

Selon l'article 2, alinéa 1er, du projet, "la bourse d'études est destinée à couvrir les frais d'une formation poursuivie au sein d'un établissement reconnu d'enseignement de plein exercice".

La formule habituellement employée par la législation en matière d'enseignement est "établissement organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat". Il n'y a pas de raison d'employer une autre formule dans le projet.

Article 3.

Dans le texte néerlandais de l'article 3, paragraphe 1er, b, il y a lieu d'écrire : "als ze dienen voor een opleiding die niet georganiseerd is in ...".

L'article 3, paragraphe 3, serait mieux rédigé comme suit :

"Les forme et délai d'introduction des demandes sont fixés par le Ministre".

Article 4.

Dans le texte néerlandais de l'article 4, paragraphe 3, première phrase, il convient d'écrire "tijdens welke" au lieu de "tijdens dewelke".

A l'article 4, paragraphe 3, seconde phrase, il faudrait écrire comme dans la première phrase : "les avantages attachés à une bourse de stage cessent d'être accordés à la fin de la semaine où le stage se termine".

.../...

Article 5.

Paragraphe 1er.

Il y a lieu d'écrire "coefficient" au lieu de "coéfficient".

La même observation vaut pour le paragraphe 3 et pour l'article 31, alinéa 1er.

Paragraphe 3, alinéa 1er.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire respectivement sous les numéros 52 et 53 "Herscholingsstages voor universitair onderwijzend personeel" et "Herscholingsstages voor hogere kaderleden van ondernemingen en administraties".

Paragraphe 3, alinéa 2.

Cette disposition, qui a trait aux conditions d'accès aux catégories 40, 41, 42, 52 et 53, n'est pas à sa place sous l'article 5 qui est relatif au coefficient d'adaptation du montant de base appliqué aux diverses catégories de bourses.

Elle trouverait mieux sa place à l'article 3, qui a trait aux conditions dans lesquelles les bourses peuvent être accordées.

Le Conseil d'Etat observe qu'en ce qui concerne les diverses catégories de bourses, à l'exception de celles rentrant dans les catégories 40, 41, 42, 52 et 53, il

.../...

n'existe pas d'autres conditions d'octroi que celles énumérées à l'article 3, paragraphe 2. Pour ce qui est des bourses rentrant dans les catégories 40, 41, 42, 52 et 53, l'article 5, paragraphe 3, alinéa 2, prévoit que les conditions d'accès sont fixées par le Ministre. Il n'apparaît pas clairement de ce texte s'il confère au Ministre un pouvoir réglementaire ou s'il lui donne le pouvoir de fixer les conditions dans chaque cas individuel. Il conviendrait de préciser la nature du pouvoir ainsi conféré au Ministre.

Si, pour des raisons techniques, il n'est pas possible d'énumérer ces conditions d'accès sous la forme de règles générales, il conviendrait, à tout le moins, que les décisions individuelles du Ministre soient spécialement motivées, de manière à éviter tout risque d'arbitraire dans le refus d'octroi des bourses.

Paragraphe 4.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire, au premier alinéa, "vooruitbetaald" au lieu de "vooraf betaald" et, au dernier alinéa, "de in dit artikel bedoelde maandelijkse toelage" au lieu de "de in onderhavig artikel voorziene maandelijkse toelage". Dans le texte français du premier alinéa, il convient d'écrire "allocation" au lieu de "allocation mensuelle".

Article 6.

Paragraphe 1er.

Dans un souci de meilleure lisibilité de la disposition, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

"§ 1er. Le boursier qui a été autorisé à se faire accompagner par sa famille, bénéficie d'une indemnité familiale pour le conjoint qui n'exerce pas d'activité lucrative et pour les enfants à charge, âgés de moins de dix-huit ans qui séjournent avec lui en Belgique".

Paragraphe 2.

Dans le texte néerlandais, il faut écrire "het indexcijfer" au lieu de "de indexcijfer".

Paragraphe 3.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"§ 3. Pour l'application de l'article 60 des lois relatives aux allocations familiales, coordonnées le 19 décembre 1939, les indemnités familiales prévues en faveur des enfants par le présent arrêté, sont considérées comme des allocations familiales prévues par d'autres dispositions réglementaires".

Paragraphes 6 et 7.

1. Au paragraphe 6, il est fait usage de l'expression "boursier d'études". Dans d'autres dispositions du projet, notamment à l'article 10, une autre terminologie est utilisée, à savoir "l'étudiant boursier".

De même, au paragraphe 7, figure l'expression "boursier de stage", alors que l'article 10 utilise l'expression "boursier stagiaire".

.../...

D'une manière générale, il convient d'uniformiser la terminologie.

2. La fin de l'alinéa 1er du paragraphe 6 serait mieux rédigée comme suit :

"... dont le loyer mensuel dépasse le quart de la somme représentée par l'allocation mensuelle de bourse et les indemnités familiales mensuelles".

3. Dans le texte néerlandais du paragraphe 7, il y a lieu d'écrire "ter wille van zijn opleiding" à la place de "wegens redenen van vorming".

Article 8.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen" au lieu de "in functie van de evolutie van het indexcijfer der verbruiksprijzen".

A la fin de l'article, les mots "intervenue entre-temps", qui sont inutiles, doivent être omis.

Article 10.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire : "... omvatten de kosten van inschrijving voor de lessen ...".

.../...

Article 11.

Afin de mettre le texte en concordance avec la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, il y a lieu de remplacer l'expression "travail de fin d'études techniques de cycle court" par l'expression "travail de fin d'études supérieures de type court" et l'expression "travail de fin d'études techniques de cycle long" par l'expression "travail de fin d'études supérieures de type long".

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "zijn eindwerk" au lieu de "zijn eindwerk van zijn studies" et, après le dernier tiret, "25.000 frank voor een doctoraal proefschrift".

Article 12.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le bénéficiaire d'une bourse d'études qui est tenu de porter un uniforme ou d'acquérir un équipement spécial exigé par le programme de formation qu'il suit, a droit à une allocation égale au coût d'achat de ces biens et de 30.000 francs au maximum".

Il y a lieu de rédiger, en néerlandais, le paragraphe 3 comme suit : "De Minister bepaalt welke opleiding in de paragrafen 1 en 2 bedoeld wordt".

.../...

Article 14.

Paragraphe 1er.

Au début de l'alinéa 1er, il convient d'écrire "L'Etat" au lieu de "Le Trésor".

La même observation vaut pour le paragraphe 2.

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit, en langue néerlandaise :

"De Staat neemt voor zijn rekening de persoonlijke kosten van de bursaal voor zijn reis per vliegtuig in toeristenklasse, van de luchthaven van vertrek in het land van herkomst tot de luchthaven van aankomst in België, en omgekeerd".

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Pour des raisons légitimes, le coût du voyage de retour du boursier dans son pays d'origine, effectué par la voie maritime, en classe économique, est à charge de l'Etat".

Paragraphe 2.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "in de kosten voor het vervoer van zijn reisgoed" au lieu de "in de vervoerkosten van zijn reisgoederen" et, sous a) et b), "geschiedt" au lieu de "gebeurt".

.../...

Paragraphe 3.

Il y a lieu de supprimer les mots "que l'administration a", qui sont inutiles.

Paragraphe 4.

A la fin du paragraphe, il y a lieu d'écrire "a été exécuté".

Paragraphe 5.

A l'alinéa 1er du texte français, il y a lieu de remplacer les mots "telles que prévues" par le mot "visées", les mots "et/ou de" par les mots "ou des" et les mots "voyages inter-études" par les mots "voyages en cours d'études".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er doit être rédigé comme suit : "De beursstudent (of studiebursaal; voir observation sous l'article 6, paragraphes 6 et 7) die behoort tot de categorieën 40 en 41, bedoeld in artikel 5, kan, voor zover zijn opleidingsprogramma voorziet in verblijven in zijn land van herkomst om er onderzoek of werkzaamheden ter plekke te verrichten, tijdens zijn opleiding op ten hoogste twee heen- en terugreizen tussen België en zijn land van herkomst aanspraak maken".

A l'alinéa 2 du texte français, il y a lieu d'écrire "les conditions des séjours" et, à la fin de l'alinéa, "voyages en cours d'études". Il convient d'écrire à la fin du texte néerlandais : "alsook deze betreffende de reizen tijdens de opleiding".

A l'alinéa 3, il convient d'écrire, dans la première phrase : "Toutefois, le paiement de la bourse ... est suspendu ...", et de remplacer la seconde phrase par la phrase suivante : "le paiement de la bourse reprend cours lorsque le boursier revient en Belgique".

Article 15.

A la fin de l'article, il y a lieu de remplacer le mot "administration" par "Etat".

Article 16.

Paragraphes 1er et 3.

Le paragraphe 1er et le paragraphe 3 pourraient être fusionnés dans la rédaction suivante :

"§ 1er. Les frais des déplacements effectués par le boursier pour des raisons administratives ou médicales impérieuses, lui sont remboursés.

Le remboursement n'est accordé que pour les déplacements interurbains effectués en classe économique par un moyen de transport public ou par le moyen de transport déterminé par le Ministre ou son délégué".

Paragraphe 2.

Il y a lieu d'écrire : "§ 2. Le boursier bénéficie du remboursement des déplacements qu'il effectue pour les besoins de sa formation, ...".

Paragraphe 4 (devenant le paragraphe 3).

Les mots "de déplacement" qui qualifient l'indemnité journalière forfaitaire ne sont pas adéquats.

Il y a lieu de s'interroger sur la nature exacte de l'indemnité qui est visée.

.../...

Dans le texte néerlandais, les mots "wegens opleidingsredenen " doivent, en tout cas, être remplacés par les mots "ter wille van zijn opleiding".

Intitulé de la section 3 du chapitre III du titre Ier.

Dans le texte néerlandais de l'intitulé de la section 3 du chapitre III du titre Ier, il convient d'écrire "geneeskundige verzorging" au lieu de "gezondheidszorgen".

Article 17.

Dans le texte néerlandais de l'article 17, il y a lieu d'écrire : "De Minister of zijn gemachtigde kan ... verzekeringscontracten sluiten ...".

Après le second tiret, il faut, dans le texte néerlandais, écrire : "burgerrechtelijke aansprakelijkheid ...".

Article 18.

Paragraphe 2.

Dans la première phrase du texte français, il y a lieu de remplacer le mot "indemnisation" par le mot "indemnité".

.../...

Le texte néerlandais doit être rédigé comme suit : "... veroorzaakt is, wordt de terugbetaling slechts toegekend als voorschot op de door de betrokken derde verschuldigde schadevergoeding, welk voorschot op deze laatste kan worden verhaald. De terugbetaling wordt maar verricht op voorwaarde dat de bursaal de Staat in zijn rechten stelt tegen degene die het ongeval heeft veroorzaakt, en wel tot het beloop van de door de Staat gestorte bedragen".

Article 19.

Il serait préférable d'écrire, dans le texte français : "Les frais de funérailles du boursier ou d'un membre de sa famille ..." au lieu de "Les frais funéraires relatifs au boursier ou à un membre de sa famille ...".

Article 20.

Il y a lieu d'omettre les mots "et fortuites".

Intitulé du titre II.

Dans le texte français, il convient d'écrire : "Du régime applicable au personnel chargé de l'encadrement".

.../...

Article 21.

Au a, il y a lieu d'écrire "les contacts nécessaires ...".

Au b, il y a lieu de supprimer les mots "proprement dit".

Article 22.

Dans le texte français, il faut écrire "Les personnes chargées de l'encadrement" au lieu de "Les chargés d'encadrement".

Article 23.

Dans l'alinéa 1er du texte français, il convient d'écrire "ayant comporté au moins quatre années d'études ..." au lieu "ayant porté sur quatre années au moins ...".

A l'alinéa 3, première phrase, du texte français, il y a lieu de remplacer les mots "sont revêtues d'un grade au moins équivalant à celui de conseiller adjoint" par les mots "sont titulaires d'un grade équivalant au moins à celui de conseiller adjoint".

A la fin de la seconde phrase du même alinéa, il y a lieu d'écrire, dans le texte français "équivalentes".

Article 24.

Dans le texte français, à l'alinéa 2, les mots "de l'ordre administratif" doivent être remplacés par les mots "des administrations de l'Etat".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il convient de remplacer le mot "overheidsambtenaren" par les mots "ambtenaren van de Rijksbesturen".

Intitulé du chapitre Ier du titre III.

Par souci de concordance avec la réglementation antérieure et avec l'intitulé du titre III, il est préférable d'écrire : "Des activités spéciales d'accueil".

L'intitulé en néerlandais doit être "Bijzondere onthaalwerkzaamheden", et non pas "Bijzondere omstandigheden".

Article 27.

Dans la phrase introductive, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire "... au présent chapitre" au lieu de "... au présent titre".

Intitulé du titre IV.

L'intitulé néerlandais du titre IV doit être "Titel IV - Slotbepalingen", et non pas "Titel IV - Slotbeschikkingen".

.../...

Article 31.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'article 31 peut être supprimé, étant devenu sans objet.

Article 32 (devenant l'article 31).

L'arrêté royal du 28 avril 1978 doit être cité avec son intitulé exact et avec les modifications qu'il a subies.

L'article doit donc être rédigé comme suit :

"Est abrogé l'arrêté royal du 28 avril 1978 organisant le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement, modifié par les arrêtés royaux du 21 octobre 1980 et du 16 décembre 1981".

Article 33 (devenant l'article 32).

L'article doit être rédigé comme suit : "Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

Article 34 (devenant l'article 33).

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "... zijn belast met ..." au lieu de "... zijn gelast met ...".

I. DE BEVOEGDHEID.

Vooraf rijst de vraag : Is de Staat bevoegd om in België een stelsel van studie- en stagebeurzen ten gunste van onderdanen van ontwikkelingslanden te organiseren ?

Het antwoord op die vraag luidt bevestigend als de studie- en stagebeurzen, zoals in het ontworpen koninklijk besluit, zich laten inpassen in het beleid inzake ontwikkelingshulp. De ontwikkelingshulp behoort immers niet tot de in de Grondwet of in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen opgesomde aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten vallen.

Ontwikkelingshulp mag niet worden verward met de internationale culturele samenwerking die behoort tot de in artikel 59bis, § 2, opgesomde aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappen bevoegd zijn. Niet alleen is zij aanzienlijk ruimer wat de gebieden betreft waarop zij tot uiting kan komen, en beperkter wat de landen betreft waarmee zij betrekkingen impliceert, zij gaat ook uit van een geheel andere opvatting. Ontwikkelingshulp onderstelt betrekkingen tussen België en bepaalde Staten waar de toestand op economisch, technisch, sociaal en politiek gebied minder gunstig is. België streeft ernaar een bijdrage te leveren om die Staten te doen evolueren in de richting van de vooruitgang en naar verbeterde levensomstandigheden voor hun bevolking. Ontwikkelingshulp kan stellig mede op het vlak van het onderwijs en van de cultuur liggen, want elitevorming, verspreiding van kennis en techniek, oprichting van

onderwijs- en researchinstellingen zijn voor de ontwikkeling van de betrokken landen waarlijk onmisbaar; zij kan bijgevolg aspecten vertonen die sterk verwant zijn met de internationale culturele samenwerking. Toch is het zo dat ontwikkelingshulp geen uitwisseling tussen twee, zich op voet van gelijkheid aandienende partijen impliceert, maar wel een bepaalde inbreng van de ene, economisch sterker staande, partij naar de andere toe, zonder dat daar verder een rechtstreekse tegenprestatie voor komt.

Het is een geheel natuurlijke zaak dat de Staat in het opnemen van zijn verantwoordelijkheid tegenover minder ontwikkelde Staten en het nakomen van min of meer precieze verbintenissen die hij jegens internationale organisaties heeft aangegaan, beurzen toekent aan onderdanen van ontwikkelingslanden die naar België komen om er te studeren of voort te studeren, om een bepaalde praktische opleiding te krijgen of stage te doen. Dit is een klassiek facet van het beleid inzake ontwikkelingshulp.

Die hulp kan tegelijk gelden voor de eigenlijke beurzen en voor bijkomende voordelen.

Dit alles belet niet dat ook de Gemeenschappen, binnen het raam van de hun toegekende bevoegdheden, studie- en stagebeurzen verlenen aan onderdanen van vreemde landen. Zij mogen ze hun echter niet toekennen in het kader van de ontwikkelingssamenwerking, want anders zouden zij inbreuk maken op de bevoegdheid van de Staat.

.../...

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Het tweede en het derde lid moeten worden aangevuld met de datum waarop het akkoord is gegeven.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De in artikel 1 bedoelde machtiging wordt en moet worden beperkt tot individuele gevallen. Ze mag alleen worden verleend aan ambtenaren van niveau 1.

Bijgevolg dient artikel 1 te worden aangevuld met een tweede lid dat als volgt luidt :

"De in het eerste lid bedoelde machtiging mag alleen schriftelijk worden verleend aan met name aangewezen ambtenaren van niveau 1".

Dezelfde opmerking geldt voor alle andere artikelen van het ontwerp waarin aan de gemachtigde van de Minister een bevoegdheid wordt toegekend om voor afzonderlijke gevallen beslissingen te nemen.

.../...

Artikel 2.

Artikel 2, eerste lid, van het ontwerp, bepaalt : "De studiebeurs dient tot het dekken van de kosten van een opleiding aan een erkende onderwijsinstelling met volledig leerplan".

De gebruikelijke formulering in de onderwijswetgeving luidt als volgt : "instelling (voor ... onderwijs) ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat". Er is geen reden om de ontworpen tekst anders te formuleren.

Artikel 3.

In de Nederlandse tekst van artikel 3, paragraaf 1, b, schrijve men : "als ze dienen voor een opleiding die niet georganiseerd is in ...".

Het zou beter zijn artikel 3, paragraaf 3, als volgt te redigeren :

"De vorm en de termijn voor het indienen van de aanvragen worden door de Minister bepaald".

Artikel 4.

In de Nederlandse tekst van artikel 4, paragraaf 3, eerste volzin, schrijve men "tijdens welke" in plaats van "tijdens dewelke".

.../...

In artikel 4, paragraaf 3, tweede zin, schrijve men zoals in de eerste zin : "de voordelen verbonden aan een stagebeurs worden niet meer toegekend op het einde van de week waarin de stage eindigt".

Artikel 5.

Paragraaf 1.

Men schrijve in de Franse tekst "coefficient" in plaats van "coéfficient".

Dit geldt ook voor paragraaf 3 en voor artikel 31, eerste lid.

Paragraaf 3, eerste lid.

Onder de nummers 52 en 53 schrijve men in de Nederlandse tekst respectievelijk "Herscholingsstages voor universitair onderwijzend personeel" en "Herscholingsstages voor hogere kaderleden van ondernemingen en administraties".

Paragraaf 3, tweede lid.

Deze bepaling, welke betrekking heeft op de voorwaarden voor toelating tot de categorieën 40, 41, 42, 52 en 53 hoort niet thuis in artikel 5, dat handelt over de aanpassingscoëfficiënt van het basisbedrag toegepast op de onderscheiden categorieën van beurzen.

Zij zou beter worden opgenomen in artikel 3, dat betrekking heeft op de voorwaarden voor het toekennen van de beurzen.

.../...

De Raad van State merkt op dat er met betrekking tot de verschillende categorieën van beurzen, met uitzondering van die welke tot de categorieën 40, 41, 42, 52 en 53 behoren, geen andere toekenningsvoorwaarden bestaan dan die welke zijn opgesomd in artikel 3, paragraaf 2. Ten aanzien van de beurzen die tot de categorieën 40, 41, 42, 52 en 53 behoren, bepaalt artikel 5, paragraaf 3, tweede lid, dat de toelatingsvoorwaarden door de Minister worden vastgesteld. Uit de tekst komt niet duidelijk naar voren of hij de Minister een verordeningsbevoegdheid verleent dan wel of hij hem machtigt om voor ieder afzonderlijk geval voorwaarden te stellen. De aard van de aldus aan de Minister verleende bevoegdheid zou moeten worden gepreciseerd.

Is het om technische redenen niet mogelijk om die toelatingsvoorwaarden in de vorm van algemene regels op te sommen, de individuele beslissingen van de Minister zouden op zijn minst speciaal gemotiveerd moeten worden ten einde ieder gevaar voor willekeur bij het niet toekennen van beurzen te voorkomen.

Paragraaf 4.

In de Nederlandse tekst schrijve men in het eerste lid "vooruitbetaald" in plaats van "vooraf betaald", en in het laatste lid "de in dit artikel bedoelde maandelijkse toelage" in plaats van "de in onderhavig artikel voorziene maandelijkse toelage". In de Franse tekst van het eerste lid moet "allocation" worden geschreven in plaats van "allocation mensuelle".

.../...

Artikel 6.

Paragraaf 1.

Ter wille van een betere leesbaarheid van de bepaling, stelt de Raad van State de onderstaande tekst voor :

"§ 1. De bursaal die gemachtigd is zijn gezin mee te brengen geniet een gezinsbijslag voor de echtgeno(o)t(e) die geen winstgevende bedrijvigheid uitoefent en voor de kinderen ten laste van minder dan 18 jaar die met hem/haar in België verblijven".

Paragraaf 2.

In de Nederlandse tekst schrijve men "het indexcijfer" in plaats van "de indexcijfer".

Paragraaf 3.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"§ 3. Voor de toepassing van artikel 60 van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939, wordt de gezinsbijslag waarin dit besluit ten gunste van kinderen voorziet, beschouwd als kinderbijslag waarin voorzien wordt door andere verordeningsbepalingen".

Paragraaf 6 en 7.

1. In paragraaf 6 wordt de term "studiebursaal" gebezigd. In andere bepalingen van het ontwerp, onder meer in artikel 10, wordt een andere terminologie gehanteerd en is sprake van "de beursstudent".

.../...

Zo ook is in paragraaf 7 de term "stagebursaal" te vinden, terwijl artikel 10 de term "beursstagiair" gebruikt.

Algemeen gezien is het nodig de terminologie eenvormig te maken.

2. Het zou beter zijn het slot van het eerste lid van paragraaf 6 als volgt te redigeren :

"... waarvan de maandelijkse huurprijs meer bedraagt dan een vierde van de som van de maandelijkse beurstoelage en de maandelijkse gezinsbijslag".

3. In de Nederlandse tekst van paragraaf 7 schrijve men "ter wille van zijn opleiding" in plaats van "wegens redenen van vorming".

Artikel 8.

In de Nederlandse tekst schrijve men "volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen" in plaats van "in functie van de evolutie van het indexcijfer der verbruiksprijzen".

Aan het slot van het artikel dienen de woorden "die zich ondertussen voordeed" als overbodig te vervallen.

.../...

Artikel 10.

In de Nederlandse tekst dient te worden geschreven : "...omvatten de kosten van inschrijving voor de lessen ...".

Artikel 11.

Ten einde de tekst in overeenstemming te brengen met de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs dient de uitdrukking "eindwerk technische studies korte cyclus" te worden vervangen door de uitdrukking "eindwerk hoger onderwijs van het korte type" en de uitdrukking "eindwerk technische studies lange cyclus" door de uitdrukking "eindwerk hoger onderwijs van het lange type".

In de Nederlandse tekst schrijve men "zijn eindwerk" in plaats van "zijn eindwerk van zijn studies" en na het laatste streepje : "25.000 frank voor een doctoraal proefschrift".

Artikel 12.

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"De student die een studiebeurs ontvangt en verplicht is een uniform te dragen of zich een door het gevolgde opleidingsprogramma vereiste speciale uitrusting aan te schaffen, heeft recht op een toelage die gelijk is aan de aankoopprijs van die goederen en ten hoogste 30.000 frank bedraagt".

.../...

De Nederlandse tekst van paragraaf 3 redigere men als volgt : "De Minister bepaalt welke opleiding in de paragrafen 1 en 2 bedoeld wordt".

Artikel 14.

Paragraaf 1.

Aan het begin van het eerste lid schrijve men "De Staat" in plaats van "De Schatkist". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2.

Het eerste lid zou in zijn geheel beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De Staat neemt voor zijn rekening de persoonlijke kosten van de bursaal voor zijn reis per vliegtuig in toeristenklasse, van de luchthaven van vertrek in het land van herkomst tot de luchthaven van aankomst in België, en omgekeerd".

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Als daartoe wettige redenen bestaan komen de kosten van de door de bursaal per schip, in toeristenklasse, ondernomen terugreis naar zijn land van herkomst, ten laste van de Staat".

.../...

Paragraaf 2.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "in de kosten voor het vervoer van zijn reisgoed" in plaats van "in de vervoerkosten van zijn reisgoederen". In de teksten onder a) en b) vervange men het woord "gebeurt" telkens door "geschiedt".

Paragraaf 3.

De woorden "de specifieke uitrusting waarvan het bestuur heeft erkend dat ze" dienen te worden vervangen door de woorden : "de speciale uitrusting die".

Paragraaf 4.

Aan het slot van de Franse tekst van de paragraaf schrijve men "a été exécuté".

Paragraaf 5.

In het eerste lid van de Franse tekst vervange men de woorden "telles que prévues" door het woord "visées", de woorden "et/ou de" door de woorden "ou des" en de woorden "voyages inter-études" door de woorden "voyages en cours d'études".

De Nederlandse tekst van het eerste lid redigere men als volgt :

"De beursstudent (of de studiebursaal; zie opmerking bij artikel 6, paragrafen 6 en 7) die behoort tot de categorieën 40 en 41, bedoeld in artikel 5, kan, voor

.../...

zover zijn opleidingsprogramma voorziet in verblijven in zijn land van herkomst om er onderzoek of werkzaamheden ter plekke te verrichten, tijdens zijn opleiding op ten hoogste twee heen- en terugreizen tussen België en zijn land van herkomst aanspraak maken".

Men schrijve in het tweede lid van de Franse tekst "les conditions des séjours" en aan het slot van het lid "voyages en cours d'études". Aan het slot van de Nederlandse tekst schrijve men "alsook deze betreffende de reizen tijdens de opleiding".

In de eerste zin van het derde lid schrijve men : "De uitbetaling van de beurs van degenen die voor deze regeling in aanmerking komen wordt echter geschorst ...". De tweede zin behoort door de volgende zin te worden vervangen : "de beurs wordt opnieuw uitbetaald wanneer de bursaal in België terugkeert".

Artikel 15.

Aan het slot van het artikel dienen de woorden "het bestuur" te worden vervangen door de woorden "de Staat".

Artikel 16.

Paragrafen 1 en 3.

Paragraaf 1 en paragraaf 3 zouden tot één paragraaf kunnen worden samengevoegd als volgt :

.../...

"§ 1. De kosten van de reizen die de bursaal om dwingende administratieve of medische redenen doet, worden hem vergoed.

Alleen de kosten van interlokale reizen in goedkope klasse, met een openbaar vervoermiddel of met het vervoermiddel dat door de Minister of zijn gemachtigde wordt bepaald, worden vergoed".

Paragraaf 2.

Er dient te worden geschreven :

"§ 2. De kosten van de reizen die de bursaal hetzij individueel, hetzij in groep, in het belang van zijn opleiding doet, worden hem vergoed".

Paragraaf 4 (die paragraaf 3 wordt).

Het eerste deel van de samenstelling "verplaatsingsvergoeding" dat het begrip dagelijkse forfaitaire vergoeding nader bepaalt is niet dienstig.

Men dient zich af te vragen welke de juiste aard is van de bedoelde vergoeding.

In de Nederlandse tekst moeten hoe dan ook de woorden "wegens opleidingsredenen" worden vervangen door de woorden "ter wille van zijn opleiding".

.../...

Opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk III van titel I.

In de Nederlandse tekst van het opschrift van Afdeling 3, boven artikel 17, moet het woord "gezondheidszorgen" worden vervangen door de woorden "geneeskundige verzorging".

Artikel 17.

In artikel 17 schrijve men : "De Minister of zijn gemachtigde kan ... verzekeringscontracten sluiten ...".

Na het tweede streepje dient te worden geschreven : "burgerrechtelijke aansprakelijkheid ...;".

Artikel 18.

Paragraaf 2.

In de eerste volzin van de Franse tekst dient het woord "indemnisation" te worden vervangen door het woord "indemnité".

In de Nederlandse tekst moet worden gelezen : "... veroorzaakt is, wordt de terugbetaling slechts toegekend als voorschot op de door de betrokken derde verschuldigde schadevergoeding, welk voorschot op deze laatste kan

.../...

worden verhaald. De terugbetaling wordt maar verricht op voorwaarde dat de bursaal de Staat in zijn rechten stelt tegen degene die het ongeval heeft veroorzaakt, en wel tot het beloop van de door de Staat gestorte bedragen".

Artikel 19.

Het zou beter zijn in de Franse tekst te schrijven : "Les frais de funérailles du boursier ou d'un membre de sa famille ..." in plaats van "Les frais funéraires relatifs au boursier ou à un membre de sa famille ...".

Artikel 20.

Het woord "onvoorziene" dient te vervallen.

Opschrift van titel II.

In de Franse tekst schrijve men : "Du régime applicable au personnel chargé de l'encadrement".

Artikel 21.

Onder a schrijve men in de Franse tekst "les contacts nécessaires ...".

Onder b dient het woord "eigenlijke" te vervallen.

Artikel 22.

In de Franse tekst schrijve men "Les personnes chargées de l'encadrement" in plaats van "Les chargés d'encadrement".

Artikel 23.

In het eerste lid van de Franse tekst schrijve men "ayant comporté au moins quatre années d'études ..." in plaats van "ayant porté sur quatre années au moins ...".

In het derde lid, eerste volzin, van de Franse tekst dienen de woorden "sont revêtues d'un grade au moins équivalant à celui de conseiller adjoint" te worden vervangen door de woorden "sont titulaires d'un grade équivalant au moins à celui de conseiller adjoint".

Aan het slot van de tweede volzin van hetzelfde lid schrijve men in de Franse tekst "équivalentes".

Artikel 24.

In het tweede lid van de Nederlandse tekst dient het woord "overheidsambtenaren" te worden vervangen door de woorden "ambtenaren van de Rijksbesturen" en in het tweede lid van de Franse tekst dienen de woorden "de l'ordre administratif" te worden vervangen door de woorden "des administrations de l'Etat".

.../...

Opschrift van hoofdstuk I van titel III.

Ter wille van de overeenstemming met de vroegere regeling en met het opschrift van titel III zou het verkieslijk zijn in de Franse tekst te schrijven : "Des activités spéciales d'accueil".

In de Nederlandse tekst moet worden geschreven "Bijzondere onthaalwerkzaamheden" in plaats van "Bijzondere omstandigheden".

Artikel 27.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de volzin die het artikel inleidt "... van de in dit hoofdstuk bepaalde werkzaamheden" in plaats van "... van de, in deze titel, voorziene werkzaamheden" dient te worden geschreven.

Opschrift van titel IV.

Het opschrift van titel IV moet, in het Nederlands, als volgt luiden : "Titel IV - Slotbepalingen".

Artikel 31.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat artikel 31 kan vervallen daar het doelloos geworden is.

.../..

Artikel 32 (dat artikel 31 wordt).

Het koninklijk besluit van 28 april 1978 moet worden vermeld met het juiste opschrift en met de wijzigingen die het heeft ondergaan.

Het artikel moet dus als volgt worden geredigeerd :

"Het koninklijk besluit van 28 april 1978 houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen in België, ten gunste van onderhorigen van ontwikkelingslanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 oktober 1980 en van 16 december 1981", wordt opgeheven".

Artikel 33 (dat artikel 32 wordt).

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd : "Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Artikel 34 (dat artikel 33 wordt).

In de Nederlandse tekst moet worden geschreven : "... zijn belast met..." in plaats van "... zijn gelast met...".

L'avis concernant le point

I. La compétence

a été donné par les chambres réunies composées de

Messieurs : P. VERMEULEN, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

H. ROUSSEAU, président de chambre,
kamervoorzitter,

J. NIMMEGEERS,
P. FINCOEUR,
W. DEROOVER,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
staatsraden,

C. DESCHAMPS,
J. GIJSSELS,
P. GOTHOT,
J. HERBOTS, assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Mesdames : R. DEROY,
Mevrouwen : F. LIEVENS, greffiers,
griffiers.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par M. A. MERCENIER, premier auditeur, et par M. R. AERTGEERTS, auditeur adjoint.

Het advies betreffende punt

I. De bevoegdheid

is gegeven door de verenigde kamers, samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

De verslagen werden uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur, en door de H. R. AERTGEERTS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. VERMEULEN.

L'avis concernant le point

II. Examen du texte

a été donné par la neuvième chambre composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

Het advies betreffende punt

II. Onderzoek van de tekst

is gegeven door de negende kamer, samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.